L'aquilon

Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 32 numéro 32, 1er septembre 2017

Paradoxes linguistiques



William Greenland, Gwich'in d'Inuvik, fait part de son appréciation pour le travail de Serge Bouchard. (Crédit photo : Nicolas Servel)

École Boréale

Nouvelle direction pour la rentrée



Page 3

GTNO

Ne pas recréer les erreurs du passé



Page 4

Conférence

Aimer pour parler

L'histoire d'un « amour intégral », racontée par Serge Bouchard à travers 50 ans d'intérêt et de passion pour les Premières Nations, les cultures, l'histoire, la distinction culturelle et sa beauté.

Nicolas Servel

L'anthropologue Serge Bouchard, invité par l'Association franco-culturelle de Yellowknife, a donné une conférence portant sur l'apprentissage d'une langue autochtone, à une cinquantaine de Ténois rassemblés au Northern United Place, le 29 août 2017.

En 1969, Serge Bouchard se rend au Labrador, dans la forêt boréale, à Ekuanitshit (Mingan). Il va chez les Innus, qu'on a longtemps appelé Montagnais ou Montagnais-Naskapis, pour « apprendre la langue ». Il y passera cinq ans, immergé au sein d'une famille innue qui va tout lui apprendre de leur langue et de leur culture. Aujourd'hui en 2017, « 21 000 personnes parlent encore l'innu; à la maison, à l'école, en chanson, au cinéma, en littérature. Ils la parlent entre eux et l'apprennent aux enfants. Quand ils le font, ils te regardent la face, en faisant de grands gestes, pour interpeller et dire: la voici cette langue qui est bien vivante. Mais on peut se demander, avec seulement 21 000 locuteurs, ce qu'elle va devenir, car une langue [vivante], ça meurt. » À moins qu'on ne la transmette avec « amour » et respect. Un peu comme on le ferait lorsqu'on parle à un nouveau-né, pour lui apprendre sa langue.

Une langue humaine

Bien qu'il n'existe pas de recette miraculeuse pour maintenir une langue en vie, l'ethnologue propose quelques éléments de réponse pour le faire avec sa langue tout en prenant celle de son voisin en considération. « Une langue, ce n'est pas technique, ce n'est pas un truc légal comme on a pensé au Canada, à faire un pays bilingue. Une langue, c'est profondément humain. On la dit maternelle, c'est une phonétique, c'est une musique, ce sont des sons. C'est ce que l'humain fait de plus beau et pour les apprendre, pour s'entendre parler les uns les autres, il faut l'aimer. » M. Bouchard avance que cela doit passer par l'éducation, à l'école comme à la maison. Que l'on doit partager sa passion, sa fierté d'utiliser sa langue et le faire sentir à la société environnante.

Selon lui, il est aussi nécessaire pour les Canadiens de faire un effort de recherche, et de raconter à nouveau l'histoire du pays. Il faut aussi reconnaître l'existence des peuples qui ont vécu sur ces terres, à travers leurs vrais noms, leurs « ethnonymes » et l'endroit où ils se situent sur la carte. Pour se défaire des pratiques colonialistes et construire un pays multiculturel, il faudra aussi inclure dans son histoire les personnalités oubliées, comme les femmes, les Autochtones et les Métis, sans qui les Mackenzie, Franklin et autres explorateurs ne seraient pas allés si loin. Cette ligne de pensée était le thème de sa deuxième conférence, *Les remarquables oubliés du Denendeh*, qui a eu lieu le mercredi 30 août.

Langues à disparaitre

Difficile de quantifier le nombre exact de langues parlées à travers le monde, mais une majorité de scientifiques s'entendent sur un chiffre avoisinant les 7 000, dont 20 à 30 disparaîtraient chaque année. Une tristesse inouïe, pour l'anthropologue, qui voit dans la diversité linguistique une richesse culturelle inestimable. Selon les sources, on compte de 56 à 70 langues autochtones au Canada. L'organisation non gouvernementale américaine Ethnologue, du Summer Institute of Linguistics basé à Dallas, en dénombre 63, auxquelles on en ajoute 14 en voie de disparition avec seulement 2 à 50 locuteurs. Un des problèmes au Canada, « c'est qu'on a tout fait pendant l'histoire, pour les faire [désaimer]. Et par les Autochtones eux-mêmes, mais très certainement par les Canadiens en général. Et ça vaut aussi pour le français », assène M. Bouchard.

Éditorial

S'emmêler



Maxence Jaillet

Les Territoires du Nord-Ouest étaient vastes en 1870, plus vastes encore qu'ils ne le sont maintenant. Incluant bien sûr le Nord canadien, mais également le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta ainsi que le Nord de l'Ontario et du Québec d'aujourd'hui.

Les Dénés vivants dans les terres subarctiques avant l'avènement de l'industrie de la fourrure avaient la vie nomade. De plus en plus sédentarisés par le gouvernement canadien, ils évoluent au contact des autres nations, des coureurs des bois ou des colons un peu plus endimanchés.

Serge Bouchard a clos sa seconde conférence à Yellowknife en disant que nous étions tous de sang-mêlé. Que c'était dans la nature des hommes depuis le début des temps de partager culture, langue et forcément, sang. Dans la région de la capitale où il est essentiel de reconnaître l'accueil des Premières Nations dénées, il faut reconnaître la part jouée par les francophones, métis, anglophones, allophones. Qu'elle soit économique avec les coureurs des bois, colonialiste avec les pensionnats indiens ou culturelle avec le dynamisme des organismes communautaires ou scolaires. Acceptons le fait que nous soyons mélangés et qu'il reste un travail de partage et de respect à effectuer. Le sang n'a rien à voir avec la langue ou la richesse économique d'une région et de ses habitants. D'ailleurs, peut-on faire un don de plasma aux TNO?

L'Aquilon

www.aquilon.nt.ca
direction.aquilon@northwestel.net

Directeur et rédacteur en chef : Maxence Jaillet
Journalistes : Sandra Inniss, Nicolas Servel
Correction d'épreuves : Anne-Dominique Roy

C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
(867) 766 - 5172

Journal hebdomadaire publié le vendredi depuis 1986, *L'Aquilon* est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon subventionnées par Patrimoine canadien. Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre de l'Association de la presse francophone (APF). N° ISSN 0834-1443.

Fondation Donatien Frémont
APF Association de la presse francophone

Abonnement annuel
Version papier 35 $
Version PDF 30 $

Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing 1-866-411-7486






Susan Aglukark au NACC

Gagnante de trois prix Juno, Susan Aglukark, chanteuse originaire de la collectivité d'Arviat au Nunavut, sera sur la scène du Northern Arts and Cultural Centre (NACC), le 9 septembre à 19 h 30. Ses histoires à propos des combats des peuples autochtones, ainsi que sa bravoure alors qu'elle partage sa propre colère et son propre combat, ont conquis l'audience au-delà de la plupart des artistes pop, décrit le site Web du NACC.

Plan de protection des océans en Arctique

Le 27 août 2017, le ministre des Transports, Marc Garneau, a annoncé un investissement total de plus de 175 millions de dollars pour sept mesures visant à protéger les eaux arctiques dans le cadre du Plan de protection des océans. Parmi les mesures : équipement de sécurité et infrastructure maritime de base dans les collectivités nordiques; couloirs de navigation à faible impact qui offrent infrastructure, soutien à la navigation et services d'intervention en cas d'urgence nécessaires à la sécurité du transport maritime; nouveau complexe arctique pour le Programme national de surveillance aérienne à Iqaluit, au Nunavut; formation maritime de Transports Canada; bureau de gestion des incidents de Transports Canada; élargissement du Programme de financement de la participation communautaire de Transports Canada; développement continu de la Garde côtière auxiliaire canadienne pour l'Arctique.

Soirée portes ouvertes de la rentrée

Le vendredi 8 septembre, de 17 h à 20 h, la Fédération franco-ténoise ouvre ses portes pour partager la frénésie de la période de la rentrée. Au menu : rafraîchissements et grignotines; prix de présence; visite de la Maison bleue; exposition La FFT et ses services.

Fonds national des corridors commerciaux pour le Nord

Le ministre des Transports du gouvernement fédéral, Marc Garneau, a récemment lancé le Fonds national des corridors commerciaux, qui prévoit jusqu'à 400 millions de dollars pour l'infrastructure de transport du Nord sur 11 ans. Les projets admissibles porteront sur les corridors de transport (ports, aéroports, routes quatre saisons et ponts) qui améliorent la sécurité, la sûreté et le développement économique ou social dans les trois territoires du Canada. Les gouvernements territoriaux, les municipalités, les groupes autochtones, les organisations privées sans but lucratif et à but lucratif, les administrations portuaires canadiennes et les administrations aéroportuaires du Réseau national d'aéroports sont tous invités à manifester leur intérêt d'ici le 5 septembre 2017.

Légalisation du cannabis

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (GTNO) organisera des séances publiques pendant le mois de septembre pour recueillir les avis des Ténois sur la légalisation du cannabis. Ces données orienteront le GTNO pour réaliser l'élaboration de la nouvelle loi sur le cannabis. Si vous souhaitez participer à l'une de ces séances en vous exprimant dans une langue officielle des TNO, veuillez vous informer au 867-767-9158 ou par courriel à cannabislegalization@gov.nt.ca. Le sondage en ligne est accessible à l'adresse https://www.eia.gov.nt.ca/fr/legislation-du-gtno-sur-le-cannabis.

École Boréale

Nouvelle direction pour la rentrée

L'ancien président de la Fédération franco-ténoise, Richard Létourneau, est le nouveau directeur de l'école Boréale à Hay River. Il transmet, à travers son parcours, la réalité des collectivités ténoises en éducation.

Sandra Inniss

Après 15 ans dans la région du delta du Mackenzie, Richard Létourneau quitte Inuvik pour la collectivité de Hay River avec un nouveau mandat : la direction de l'école Boréale.

« C'est l'fun, c'est excitant ! C'est drôle, j'en parlais hier à un ami, tous les jours que je vais au travail, ce que je fais je le fais pour la première fois donc c'est assez excitant... c'est quelque chose de nouveau. Ce sont des défis vraiment motivants », raconte le nouveau directeur lors de son passage à Yellowknife pour les activités d'orientation avec la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest.

Originaire de Cap-Chat en Gaspésie, Richard Létourneau arrive à Inuvik en 2002 comme moniteur de langue. Sa grande amie et mentor, Anne Church, lui présente le dossier francophone une semaine à peine après son arrivée et lui propose le poste d'agent de développement pour l'Association des francophones du delta du Mackenzie basée à Inuvik (créée en 2000 et dissoute au registraire des sociétés du territoire, le 18 mars 2016). À titre d'agent de développement, il est en relation avec la Fédération franco-ténoise (FFT) et les autres organismes francophones, ce qui lui permet de réseauter et de développer une compréhension de la francophonie ténoise.

L'école Sir Alexander Mackenzie lui offre un contrat d'enseignement à la fin de son mandat de moniteur, qui l'inspire par la suite à se rendre à l'Université d'Ottawa, pour faire un baccalauréat en enseignement.

De retour à Inuvik, il enseigne en immersion française, d'abord à Sir Alexander Mackenzie School, et devient membre du conseil d'administration de la FFT comme représentant de la communauté francophone d'Inuvik. De fil en aiguille, il devient vice-président de la FFT et peu de temps après, Yvonne Careen, à l'époque membre du conseil d'administration, lui suggère de proposer sa candidature comme président.

« J'étais pas mal jeune à l'époque, début de la trentaine et tout ça [...], mais elle m'avait dit que je devrais le faire », relate Richard Létourneau, qui demeurera président de 2009 à 2015.

« Ma connaissance de la communauté, des droits à l'éducation, des droits linguistiques, j'ai quand même un bon *background* dans tout ça, j'ai participé à plusieurs initiatives dans ce sens aux Territoires du Nord-Ouest et j'ai un bon *background* en enseignement avec les enfants en difficulté, en francisation [...] », explique-t-il quant aux compétences qu'il a acquises dans son parcours et qu'il souhaite transmettre en tant que directeur.

Enjeux pour l'ensemble du territoire

« Ce qui se passe à Allain St-Cyr présentement, c'est certain que c'est excitant de voir les équipes d'ouvriers qui sont sur le site, mais ça ne change pas que nous à l'école Boréale on a une réalité [...], explique le nouveau directeur. La Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest, c'est pour toute la communauté et ce n'est pas parce que ça s'améliore à Yellowknife que ça veut dire que toute la communauté en bénéficie. Donc, il est important de continuer à avoir ce discours-là — que la Commission scolaire francophone représente tous les francophones des TNO, y compris ceux qui sont à Hay River et y compris ceux qui n'ont pas d'école francophone et qui peut-être un jour pourront demander d'avoir une école francophone en dehors de Hay River ou de Yellowknife. »

Le directeur dit qu'il continuera d'affirmer cette réalité, alors que ses élèves continuent à se déplacer dans d'autres écoles pour les cours d'éducation physique et les cours d'anglais. Il dit être conscient que les changements ne se réaliseront pas à court terme : « On ne s'attend pas à ce que le gouvernement des TNO nous annonce demain qu'il va bâtir un gymnase, mais on va continuer à le demander et on va continuer à bâtir nos dossiers », conclut Richard Létourneau.

À l'heure actuelle, certaines demandes d'inscription sont encore en attente à l'école Boréale, soit à terminer ou à être approuvées par le ministre. Le nouveau directeur estime le nombre total d'inscriptions pour la rentrée à environ 85 élèves.



Le nouveau directeur de l'école Boréale, Richard Létourneau.
(Crédit photo : Sandra Inniss)

Loi sur les ressources minérales

Ne pas recréer les erreurs du passé

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest remplacera le *Règlement sur l'exploitation minière* pour une nouvelle loi : la *Loi sur les ressources minérales*. Une réunion publique en français a eu lieu le 29 août à Yellowknife.

Sandra Inniss



Howard Mann, Pattie Beales, Maggie Hawkes et Marc Lange lors de la réunion publique en français concernant la Loi sur les ressources minérales. *(Crédit photo : Sandra Inniss)*

Le Ministère de l'Industrie, Tourisme et Investissement du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest recueille actuellement les commentaires du public pour orienter l'élaboration d'un projet de loi sur les ressources minérales. Depuis le transfert des responsabilités en 2013, l'exploitation minière est toujours régie par une copie de la loi fédérale (*Règlement sur l'exploitation minière*).

Une réunion publique en français a eu lieu à l'hôtel Explorer, organisée pour que le public puisse faire part de ses questions et commentaires. Cinq personnes se sont présentées à cette session, dont Sylvie Francoeur et le directeur du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest, Antoine Gagnon. Le mandat de cet organisme vise notamment l'attraction d'investisseurs dans le secteur minier. Une première réunion en anglais avait eu lieu le jour d'avant à Yellowknife.

Un document de discussion sur la *Loi sur les ressources minérales* intitulé « Ensemble, explorons notre potentiel » propose des pistes de réflexions pour les intervenants et le public.[1] La loi encadrera les droits d'exploration et d'exploitation minérales, les compensations aux résidents (redevances), la déclaration de la nature et de l'emplacement des gisements et l'obtention et le maintien des concessions et des baux miniers.

Protéger l'avenir

Sylvie Francoeur était l'une des participantes à la réunion publique : « En tant que résidente des TNO, où j'élève mon enfant, j'ai vu et je vis les impacts néfastes du développement minier et l'histoire d'horreur de Giant mine, avec laquelle on va être pris pour l'éternité. Il n'y a pas de solution à court terme, c'est caché, mais on vit avec ce problème-là pour l'éternité. »

Pour elle, d'assister à l'événement est un moyen de s'assurer que la nouvelle législation sera forte pour protéger son avenir, l'avenir de son enfant et des résidents des TNO sur le plan de la santé et de l'environnement.

La résidente de Yellowknife a d'ailleurs déploré le fait que l'assainissement ne soit pas revisité dans le processus de ce projet de loi. « J'ai posé des questions et je n'ai pas eu de réponses. On a pris mes commentaires et mes questions, donc de ce que j'ai compris, le côté assainissement, ou protection, ne ferait pas partie de ce qui sera compris dans la nouvelle loi. Selon moi, c'est une erreur », déclare-t-elle, soulignant que des efforts devraient être déployés pour renforcer la législation pour l'assainissement des mines.

Processus de la réunion publique

De l'avis de cette résidente, si l'idée de faire portes ouvertes cette année est bonne, un volet axé davantage sur l'éducation aurait été pertinent : « Il y avait de l'information un peu sur les tables, mais si tu n'étais pas un peu informé sur la création de la nouvelle loi qu'il propose, il n'y avait pas vraiment une façon de donner une opinion — à moins d'avoir lu le document de 30 pages avant de se rendre sur les lieux. » Sylvie Francoeur déclare qu'une présentation officielle aurait été pertinente pour que les participants soient informés avant de poser des questions et donner leur opinion.

Le directeur du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest, Antoine Gagnon, était également sur les lieux le 29 août. Pour lui, le sujet technique du projet expliquerait le taux de participation à cette journée. Il a affirmé avoir préparé ses questions à la lumière d'informations fournies par la Chambre des mines des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

« J'ai senti qu'il y avait une écoute active, les gens étaient très heureux qu'il y ait des participants francophones, et on nous a remerciés, on a pris au sérieux les recommandations, on a pu discuter de la loi en tant que telle et de [l'échéancier] », de dire le directeur.

S'inspirer d'ailleurs

Mme Francoeur a suggéré au GTNO qu'une étude des autres provinces et territoires soit réalisée. « On ne veut pas répéter les mêmes erreurs qui ont été faites ailleurs ». Utiliser les meilleures pratiques des provinces et territoires qui ont innové, qui ont eu du succès, est important pour elle.

Le directeur du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest, Antoine Gagnon, a émis un commentaire similaire, proposant d'évaluer ce qui se fait dans les autres régions, citant notamment le Nord de l'Ontario.

[1] L'accès aux terres pour la prospection, les possibilités de jalonnements sur carte en ligne, l'acquisition et le maintien de titres miniers, la transparence, l'obligation de rendre des comptes au public et le pouvoir ministériel, les inspections, supervisions et audits, la remise en état et la fermeture de sites d'extraction et de prospection, la mobilisation et la consultation des peuples autochtones, les avantages socioéconomiques, y compris les ententes de répercussions et les avantages et les recettes, dont les impôts et les redevances, font partie des principaux sujets de discussion.

La fête du Travail

Que fêterons-nous exactement ce lundi 4 septembre ? Outre le congé qu'elle nous octroie, la fête du Travail revêt une dimension plus profonde.

Lucas Pilleri (Francopresse)

Si la journée est censée célébrer les avancées sociales des mouvements ouvriers et syndicaux, elle est pour certains le symbole de la domination capitaliste. Le premier lundi de septembre honore-t-il les travailleurs ou glorifie-t-il plutôt le travail lui-même ?

Patrick Noël, professeur d'histoire à l'Université de Saint-Boniface à Winnipeg, replace la fête du Travail dans son contexte : au Canada, « cette journée remonte au 19e siècle et trouve ses racines dans la grève des imprimeurs torontois de 1872 qui revendiquaient la journée de 9 heures et une semaine de 54 heures ».

En 2017, la mémoire des activistes sera modestement célébrée à travers des marches et des pique-niques. Larry Rousseau, vice-président exécutif du Congrès du travail du Canada, qui représente plus de 3 millions de travailleurs, sera présent aux activités organisées à Vancouver et Victoria : « La formule est souvent la même de Victoria à Halifax, avec des parades, des rassemblements et des repas dans les parcs », indique-t-il.

Une mobilisation timide

Même si M. Rousseau croit que la fête du Travail reste « une commémoration des batailles menées », nul doute que les processions seront calmes, loin de toute revendication et agitation comme c'est le cas en Europe, où le 1er mai, journée internationale des Travailleurs, est synonyme de grandes manifestations publiques.

« La fête du Travail a aujourd'hui pour les Canadiens un caractère avant tout festif et n'est pas très politisée, avance Patrick Noël. Dans plusieurs pays européens, le mouvement ouvrier et syndical a des racines plus profondes qu'au Canada et est mieux représenté sur la scène politique avec des partis socialistes, communistes, travaillistes, etc. », ajoute le professeur d'histoire.

Une fête à l'image de la société

Le premier lundi de septembre célèbre d'abord le travail, et non les travailleurs. Cette distinction sémantique est significative pour Paul Brochu, professeur de sociologie à l'Université de Saint-Boniface : « Il s'agit d'une différence idéologique. D'un côté, la fête des Travailleurs célèbre les avancées sociales obtenues par les syndicats. De l'autre, la fête du Travail honore le travail en tant que valeur, nécessité et obligation – c'est le point de vue du capital », analyse-t-il.

Pour le professeur, la fête du Travail applaudit ainsi « l'idéologie capitaliste dominante qui voit le travail comme une fin en soi ». Établissant un parallèle avec les travaux d'Hannah Arendt sur le totalitarisme, le sociologue déplore que « le travail soit devenu solitaire, individualisé et antipolitique ».

Lorsque le taux de chômage atteint des pointes, fêter le travail peut sembler paradoxal. Toutefois, « ce n'est pas un non-sens puisque nous ne fêtons pas les travailleurs », relève Paul Brochu. La journée sera ainsi « célébrée comme chaque année par une grande messe dans les centres commerciaux », ponctue ironiquement le professeur.

1er mai ou 1er lundi de septembre pour célébrer le travail ou les travailleurs ? Sujet épineux si on se fie à l'histoire entourant cette fête, qui marque de ce côté-ci de l'Atlantique la fin des vacances et le retour au travail.

André Magny (Francopresse)

1789. Révolution française. Fabre d'Églantine, instigateur d'un nouveau calendrier révolutionnaire, instaure une fête du Travail dans le nouveau calendrier républicain. Celle-ci tombe non pas en mai, mais plutôt le 1er pluviôse, soit à la fin janvier.

Le fait de commémorer le travail en mai arrive une centaine d'années plus tard, aux Etats-Unis.

L'historienne de l'Université de Hearst, Marie LeBel, revient sur les circonstances.

« En Amérique, un mouvement de grève se préparait depuis 1884 et il était mené par les grands syndicats ouvriers. Le mouvement s'est étendu à plusieurs secteurs industriels américains et il a culminé le 4 mai 1886 dans une rixe meurtrière entre policiers et ouvriers à Chicago », lorsqu'une bombe éclate. Les autorités l'attribuent à un manifestant.

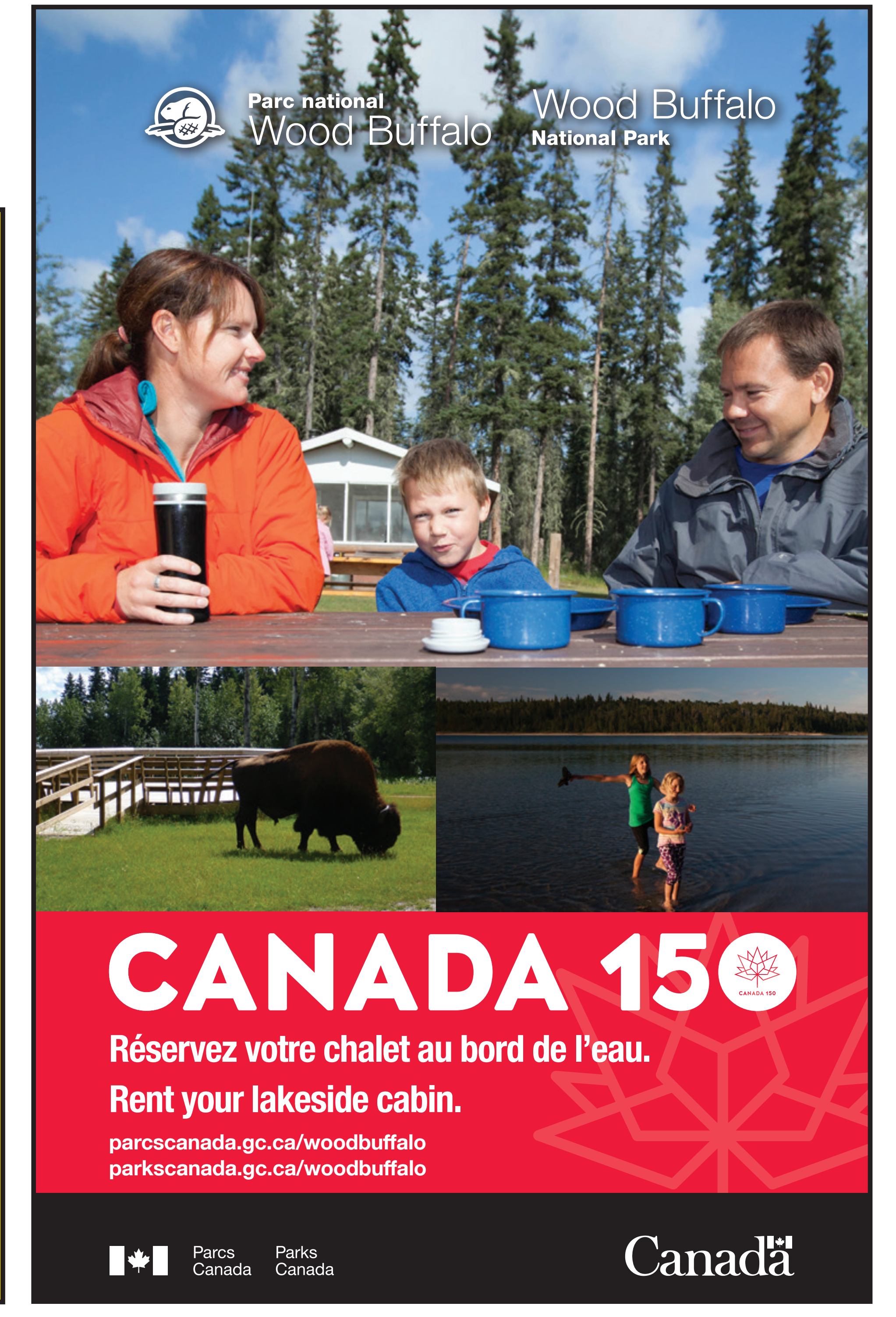
« Ce triste jour du 4 mai 1886, poursuit Mme LeBel, est surnommé le "Massacre de Haymarket Square" et il a un écho important auprès des populations ouvrières partout dans le monde, particulièrement en Europe. » À tel point, que « l'Internationale socialiste qui se réunissait à Paris en 1889 déclare que le 1er mai sera une journée de manifestation ouvrière pour commémorer les événements de 1886. »

Depuis, des pays comme l'Allemagne, la Belgique ou le Luxembourg célèbrent les travailleurs et travailleuses le 1er mai. Il en va de même dans les anciens pays du bloc de l'Est à la différence que les défilés de l'ère soviétique sont périmés. En France, le 1er mai rime avec muguet qu'on peut acheter aux coins des rues lors de cette journée fériée.

Pendant ce temps au Canada

Marie LeBel réfute l'idée que la fête du Travail au Canada ait été déplacée vers le mois de septembre pour se dissocier volontairement des Européens, mais plutôt pour commémorer « la grève des imprimeurs torontois de 1872. »

Il est vrai cependant que la fête du Travail n'a pas ici la même signification. Au Canada, le jour de la fête du Travail est lié à des revendications de type économique plutôt que « de type "politique" qui remettent en cause les structures d'oppression du système capitaliste et l'exploitation de la classe ouvrière », tient à préciser l'universitaire.



Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées

Première visite de l'Enquête à Yellowknife

L'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées s'est rendue à Yellowknife du 29 au 31 août.

Sandra Inniss

En entrevue téléphonique le 29 août, l'agente de liaison avec les communautés Melissa Carlick, raconte qu'un cercle de partage s'est déroulé en collaboration avec Native Women Association of the NWT lors de la première journée de visite de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles disparues et assassinées à Yellowknife.

« C'est juste un cercle de partage, où il y a des présentations, des intervenants et des témoignages. Tout le monde a une tribune pour partager ce qu'il veut et c'est un moyen pour nous de rencontrer les familles et de construire une relation pour qu'ils se joignent à nous à la session d'orientation et pour qu'ils décident s'ils participent aux audiences qui auront lieu en novembre », explique Melissa Carlick.

L'objectif de cette première rencontre est d'entendre les personnes qui ont vécu de la violence, qui souhaitent partager des histoires de leur propre vécu, de leurs proches, amis, membres de la famille.

« Nous recevons tout le monde qui souhaitent venir partager avec nous. Ce n'est pas spécifiquement pour les femmes autochtones disparues et assassinées, déclare Mme Carlick. Nous consultons et apprenons des organismes locaux, des conseils de bande et des autres organisations de Yellowknife. Des sessions de rencontres individuelles ont aussi lieu afin que les membres de la famille puissent rencontrer l'équipe en tête à tête pour pouvoir décider s'ils désirent participer aux audiences en novembre. »

Une opportunité, selon l'agente de liaison, d'entendre ce que les gens de Yellowknife ont à dire, pour leur donner une voix et pour entamer le processus avant les audiences. L'agente de liaison n'a pas souhaité donner davantage de détails sur les témoignages par respect pour les personnes participantes.

De Victor Hugo à nos écoles françaises

Réjean Paulin (Francopresse)

Attablé à Toulon. Il fait chaud, mais pas trop. Le ciel est bleu carte postale. On y est bien. Soudain, un bruit de verre brisé.

Un coup de mistral vient de renverser trois coupes à vin sur la table voisine… Vides, heureusement.

Mais mon esprit est ailleurs, à l'École secondaire publique De La Salle à Ottawa. Pourquoi ? Parce que j'y ai déjà rencontré Jean Valjean, ce célèbre personnage de Victor Hugo qu'un larcin avait conduit au bagne de Toulon.

À De La Salle, on enseigne les arts en général. On y avait monté Les Misérables dans le cadre d'un cours en théâtre. Ce seul souvenir me fait retraverser l'Atlantique.

Du coup, je vois la futilité des résistances du Canada anglais face à l'école française.

Le dossier scolaire est toujours source de tension en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon.

Cela ne signifie pas que tout soit rose ailleurs.

À Terre-Neuve-et-Labrador, le président de la Fédération des parents francophones l'a bien fait comprendre lors de la consultation publique fédérale sur les langues officielles l'année dernière. Luc Larouche connait une école francophone « temporaire » vieille de 15 ans dans sa province. Juste en face trône une école anglophone splendide, moderne et tout. Le cabanon à l'ombre du château.

Triste constat, 35 ans après l'adoption de la Charte des droits et libertés… Tout se passe comme si la valorisation du français appauvrissait le pays.

Tous ces gouvernements qui rechignent à donner au français son plein espace sur leur territoire minent avec insouciance un des éléments qui font la force du Canada dans le monde.

Pourtant la valorisation du français a de grands mérites.

Il en résulte une population capable de comprendre ces deux grandes communautés linguistiques du monde, anglaise et française. L'Organisation internationale de la Francophonie compte 84 États et gouvernements.

Le Canada a beau faire partie des grandes organisations internationales, son seul poids politique ne l'avantage pas. Il lui faut créer des alliances stratégiques. La francophonie le rapproche du tiers des états membres de l'ONU. Il y a là une belle porte d'entrée dans le monde complexe des échanges internationaux.

Les dommages causés par la négligence ne sont pas immédiats, mais ils sont comme l'érosion sur un littoral ou la fonte des glaces de l'Arctique si on ne les prévient pas… Peu à la fois, mais avec des dégâts peut-être irréparables.

Le Canada en a été protégé jusqu'à ce jour. Ce sont surtout les francophones qui en ont le mérite, ceux qui ne se sont pas laissé marcher sur les pieds en luttant patiemment contre des gouvernements qui voulaient les faire taire.

L'ouverture politique n'est pas le seul fait de quelques brillants diplomates, mais aussi d'une population entière qui la pratiquera par sa culture et son savoir transmis par le système d'éducation.

Ces adolescents qui ont monté Les Misérables dans leur école connaissent au moins par l'esprit ce coin du monde qu'est la France. Leur univers a depuis longtemps dépassé les frontières de leur pays.

Par l'enseignement des deux langues officielles, le Canada a l'avantage de préparer une jeunesse capable de tendre la main non pas à une seule, mais à deux grandes communautés linguistiques mondiales. Le jour viendra-t-il où tous les Canadiens en seront convaincus ?

Arrêté au feu rouge près de l'école De La Salle, je revois Toulon. C'est ce qui se passe dans la tête d'un élève qui apprend le monde. Par la magie du livre et de l'étude, il franchit l'espace et le temps pour prendre conscience de sa place dans la communauté planétaire, une communauté bien plus grande que son seul pays.

Forum national des jeunes ambassadeurs

Apprendre en français

Sonali Sivakumar a représenté la francophonie ténoise à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, lors du Forum national des jeunes ambassadeurs du 21 au 25 août 2017. Une occasion pour une vingtaine de jeunes leaders francophones de partout au pays de se rassembler.

Sandra Inniss

Sonali Sivakumar était heureuse de pouvoir s'exprimer en français avant le retour des classes, lors du Forum national des jeunes ambassadeurs organisé par *Le français pour l'avenir* à Charlottetown, à la fin du mois d'août.

Son rôle en tant qu'ambassadrice du bilinguisme est de démontrer que le français n'est pas juste une langue, mais une culture. « Je veux montrer que tu n'apprends pas le français ; tu apprends en français. C'est une différence », explique la jeune femme en entrevue téléphonique, depuis Charlottetown.

« C'est un cadeau que j'ai eu d'être inscrite en immersion et de parler une autre langue. Si je ne parlais pas le français, je ne serais pas ici, où je suis aujourd'hui. Des expériences que j'ai eues, les personnes que j'ai pu rencontrer à cause de ma langue… c'est un [avantage]. Tu gagnes beaucoup en parlant le français », décrit-elle.

Avec une vingtaine de jeunes ambassadeurs de partout au Canada, elle a eu l'occasion de participer à des ateliers de leadership, de gestion de projets, d'entrepreneuriat, de contes acadiens et de visiter les bureaux de Radio-Canada. Des activités organisées pour que les jeunes découvrent les avantages du bilinguisme, ses défis et ses enjeux, en célébrant la culture franco-canadienne et acadienne.



L'ambassadrice Sonali Sivakumar lors d'un atelier de contes acadiens. (Gracieuseté : Le français pour l'avenir)

Constats sur le Sud

À Yellowknife, Sonali Sivakumar est aussi présidente du comité jeunesse TNO et membre jeunesse représentant Canadians Parents for French au conseil de la Commission scolaire YK1.

De son expérience, elle a remarqué que, contrairement à sa réalité dans la capitale ténoise, beaucoup d'écoles secondaires dans le Sud ont seulement quelques cours en français au programme. Elle s'est dite chanceuse d'avoir tous ses cours en français, que ce soit les sciences, les arts, les maths, etc.

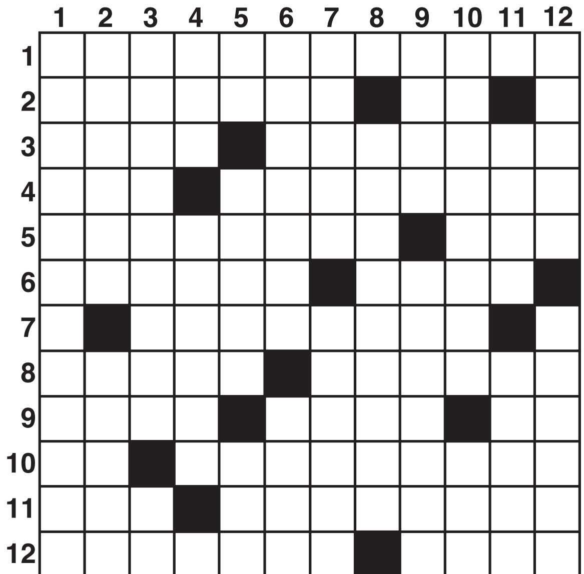
À son avis, malgré le fait que les résidents ténois soient dispersés en petit nombre à travers le territoire, il y a plus d'occasions pour apprendre le français qu'à d'autres endroits dans le Sud. « On doit reconnaître que parce qu'on est petits ça ne veut pas dire qu'on a moins d'opportunités », de dire Sonali Sivakumar.

Projet pour l'avenir

L'ambassadrice aimerait organiser des activités pour les élèves des écoles secondaires qui se questionnent à l'idée de quitter les programmes en français pour privilégier ceux en anglais. Elle explique que certains pourraient croire que c'est plus facile en anglais ou pensent qu'ils seront meilleurs pour l'université. « Il y a des [avantages à] rester en français et pas juste pour des jobs ou d'autres raisons. Il y a une expérience enrichissante à vivre en français », conclut l'ambassadrice.

MOTS CROISÉS

Nº 517



HORIZONTALEMENT

1- Embarrassé, déconcerté.
2- Distraction, changement. – Négation.
3- Extrémité effilée d'un arbre. – Jaunisses.
4- Poème. – Ils donnent le signal de départ.
5- Excitée, fébrile. – Colère.
6- Appareil mécanique de triage. – Homosexuel.
7- Inflammation de la rate.
8- Indéfini. – Produise un effet.
9- Invente. – Fleuve de la péninsule ibérique. – Conseiller de la Reine.
10- Possessif. – Marcotte faite avec un seul sarment (pl.).
11- Lettre de l'alphabet grec. – Celle qui préside au baptême d'un navire.
12- Vend, liquide. – Dans l'Orne.

VERTICALEMENT

1- Faire cesser la tension psychique chez quelqu'un.
2- Enlever de la matière à un objet. – Sel de l'acide urique.
3- Femme de chambre. – Doublée.
4- Glucide. – Heure de l'office que l'on célèbre le soir.
5- Négation. – À l'exclusion des autres. – Accueillant.
6- Ensemble des toits d'un édifice. – Transformas en un.
7- Repas léger. – Venir au monde.
8- Frapper vivement des pieds contre terre.
9- Dans l'Eure-et-Loir. – Privas un végétal de lumière pour le faire blanchir.
10- Vers marins. – Attache.
11- Va ça et là. – Querelle violente.
12- Du verbe «avoir». – Expérimentés dans une science.

RÉPONSE DU Nº 517



Horoscope

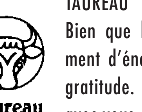
SEMAINE DU 3 AU 9 SEPTEMBRE 2017

Signes chanceux de la semaine : Sagittaire, Capricorne et Verseau



Bélier

BÉLIER (21 mars - 20 avril)
Il s'agit d'une semaine assez courte pour la plupart d'entre nous. Au travail, vous devrez inévitablement mettre les bouchées doubles pour réussir à accomplir tout ce que vous aviez prévu.



Taureau

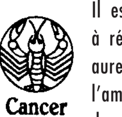
TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Bien que la vie de famille demande passablement d'énergie, elle apporte aussi beaucoup de gratitude. Vos proches se sentent en confiance avec vous et vous êtes le centre de leur univers.



Gémeaux

GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Vous aurez probablement de nombreux déplacements à faire. Vos enfants pourraient avoir tendance à vous faire jouer au taxi. N'oubliez pas de prendre en note les bonnes directions.





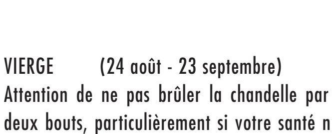
Cancer

CANCER (22 juin - 23 juillet)
Il est possible que vous ayez quelques détails à régler avec votre directeur de banque. Vous aurez l'heure juste concernant l'argent ou même l'amour. Une bonne communication engendre des miracles.



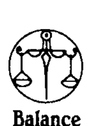
Lion

LION (24 juillet - 23 août)
Beaucoup d'action en perspective! Vous pourriez même amorcer un nouveau sport avec un compagnon très charismatique. Vous découvrirez de nouvelles méthodes pour augmenter vos revenus.



Vierge

VIERGE (24 août - 23 septembre)
Attention de ne pas brûler la chandelle par les deux bouts, particulièrement si votre santé n'est pas à son meilleur. Il suffit de se réunir entre amis pour décrocher et vivre des instants mémorables.



Balance

BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Il ne serait pas étonnant que vous ayez à refaire votre garde-robe pour le travail. Avec de nouveaux vêtements et peut-être un nouveau look, vous aurez une meilleure confiance en vous.



Scorpion

SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Vous pourriez être en charge d'une importante réunion au travail ou dans la famille. Vous possédez le sang-froid nécessaire pour accomplir de grands exploits et régler le sort du monde.



Sagittaire

SAGITTAIRE (23 novembre – 21 décembre)
Si vous êtes aux études ou en formation quelconque, vous trouverez votre voie professionnelle, et elle correspondra véritablement à toutes vos attentes et vos valeurs.



Capricorne

CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Vos émotions sont en dents de scie. Prenez le temps de parler avec vos proches de ce qui vous préoccupe; vous serez surpris de leur ouverture d'esprit, ce qui vous permettra d'aller de l'avant.



Verseau

VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Il est toujours plus facile de s'entendre avec des gens avec lesquels on n'est pas impliqué émotionnellement. Évitez de parler d'argent avec les membres de votre famille en ce moment.





Poissons

POISSONS (19 février - 20 mars)
Au travail, vous vous retrouverez avec toutes les urgences sur les bras. Vous devrez faire preuve de diplomatie et de tact pour arriver à vous entendre avec qui que ce soit, incluant votre amoureux.